

rersitaires

→ Dossier coordonné par François Bouillon

# en Mai 1968

Lorsque l'on regarde Mai 1968 à travers le prisme de la révolte étudiante, il ne faut jamais oublier que cet évènement fut d'abord mondial et qu'il a, en France, embrasé toute la société. La révolte étudiante ne saurait masquer l'insurrection ouvrière et la grève générale.

Cinquante ans après l'instauration de la Ve république et quarante ans après l'évènement-68, ce qui est remarquable, c'est la production de connaissances nouvelles sur celui-ci. La levée au bout de trente ans du secret posé sur des archives a permis aux historiens, notamment, de renouveler notre manière de voir. Mais beaucoup reste à faire pour mieux comprendre les faits et pour établir des consensus sur leurs interprétations.



#### La commune étudiante

-> par Jean-Philippe Legois, archiviste et historien, président du Conservatoire des mémoires étudiantes, et Alain Monchablon, professeur agrégé d'histoire, président de la mission CAARME (centre d'archives, d'animations et de recherches sur les mouvements étudiants).

Le mouvement d'occupation et de contestation des facultés en mai-juin 1968, a totalement décomposé la structuration du pouvoir au sein des universités françaises ... et dépassé les structures militantes existantes.

partir des interpellations massives à la Sor-Abonne le 3 mai, manifestations et grèves étudiantes, puis occupations des facultés se développent rapidement. Ce mouvement de mai-juin est un véritable mouvement de masse réunissant bien au-delà des réseaux militants et sympathisants. Dans chaque faculté, selon des rythmes et des spécificités locales diverses, c'est plus de la majorité des étudiants – parfois bien plus -, voire des enseignants et administratifs qui se mobilisent en solidarité avec les étudiants de la Sorbonne. Des comités de grève, des comités d'action se forment un peu partout, où les représentants des minorités militantes ont à faire avec de nouveaux militants tous frais émoulus...

En mai-juin 1968, toutes les anciennes structures du pouvoir universitaire se sont plus ou moins écroulées : les conseils et assemblées de faculté sont remplacés par des assemblées générales d'enseignants et d'étudiants et/ou de l'ensemble de la communauté universitaire. Une situation de double pouvoir tend à se développer entre « l'ancien régime universitaire » et le nouveau, quand l'ancien régime n'a pas complètement disparu; par exemple, à la faculté des sciences de Paris, Marc Zamanski, doyen de la Faculté des sciences de Paris déjà connu pour avoir fustigé les étudiants « fantômes », s'oppose à la commission centrale paritaire qui organise des élections en juin qu'il considère illégitimes.

Dans la plupart des cas, assez rapidement,

selon diverses modalités, la plupart des doyens perdent leur « pouvoir de droit » au profit des « pouvoirs de fait »... La démocratie directe règne sans partage : l'AG est sou-Après la nuit des barricades et la grève géné-

rale du 13 mai appelée par les centrales syndicales, puis reconduite, comme dans de plus en plus d'entreprises, en lettres, en sciences, parfois en droit, rarement se sont plus ou moins écroulées. le choix entre mixité en médecine et pharma-

cie, l'occupation des

locaux - amorce d'auto-organisation de l'université par ses usagers et travailleurs - s'organise à tous les niveaux : service d'ordre, planning des salles et travail des commissions, propagande/information.

À la mi-mai, principalement en région parisienne, une coordination des comités d'action se met en place, basée dans une des annexes de la Sorbonne, rue Serpente...

L'articulation entre les différents membres de l'université, étudiants, enseignants et nonenseignants est complexe. Les enseignants, bien que numériquement minoritaires, surtout s'ils ne sont pas « mandarins », ou sont syndicalistes, parviennent parfois à orienter des assemblées générales. Les assemblées générales étudiantes, animées par des militant(e)s plus ou moins aguerris, donnent le tempo du mouvement, à l'intérieur comme à l'extérieur des enceintes universitaires : les autres contre-pouvoirs, notamment les assemblées d'enseignants, discutent et votent des textes adressés à celles-ci, tentent de les influencer et/ou de les conseiller.

Très rapidement, dans toutes les facultés, les enseignants proposent aux étudiants une gestion paritaire. L'accord des étudiants est loin d'être acquis et les débats sont parfois longs et contradictoires, car il s'agit de ne pas troquer une logique de gestion et de démo-

> cratie directes pour une logique (plus « technocratique » ?) de cogestion et de démocratie représentative. C'est en ces termes que fut posé (collège unique, avec délégués étudiants,

La parole libérée

enseignants, voire non-enseignants sans parité exigée) ou parité (collèges étudiants et enseignants avec représentation élue pari-

Finalement, dans l'ensemble des facultés, plus ou moins rapidement, parfois à contrecœur, dans certains cas sous «l'amicale» pression des syndicats enseignants, souvent avec l'appui actif de militants étudiants partisans d'un dialogue « responsable » - notamment communistes, comme, par exemple, à la faculté des lettres de Nancy -, le mouvement étudiant accepte de participer à des structures paritaires provisoires.

Côté contenus, notamment dans les textes des commissions et autres « comités techniques », ainsi que dans les motions votées en assemblée générale, une remise en cause du contenu de l'enseignement universitaire apparaît clairement, là encore plus ou moins radicale: rejet d'un enseignement passif, critique du statut dépendant de l'étudiant vis-à-vis de la société, refus de l'université des « mandarins », mais aussi de la vision technocratique



Une implication internationale l'émancipation des peuples



En mai-juin 1968, toutes les anciennes structures du pouvoir universitaire

de la place de l'université dans la société (visant l'adaptation aux besoins économiques). Une réorganisation de l'enseignement est discutée dans chaque université sur la base d'« unités pédagogiques », d'« examens (...) remplacés par un contrôle permanent des activités de l'année » rompant ainsi avec la menace de l'« examen-guillotine ».

L'université et ce qu'on appelle aujourd'hui sa « gouvernance » est bien un des chantiers de la Commune étudiante, qui n'oublie pas de l'articuler au changement du reste de la société. Aussi la Commune étudiante apparaît irréductible, tant au cycle de crise précédant mai 68 qu'au cycle de contestation qui a suivi : ce temps court de la rupture est un

moment spécifique du mouvement étudiant en France, où les militants étudiants révolutionnaires ont eu l'occasion de « marcher sur deux jambes », la critique de l'institution universitaire et la dynamique révolutionnaire. La situation et l'état du rapport de forces lui permettaient de peser sur la redéfinition et la réorganisation du système universitaire...

# Mai 68 : l'enjeu de la révolte étudiante

par Louis Gruel, sociologue, chargé de mission à l'Observatoire national de la vie étudiante, auteur de « la réhellion de 68 » aux Presses universitaires de Rennes

L'appartenance

aux classes supérieures

n'a joué

aucun rôle causal majeur

dans les engagements

étudiants.

Contestant au plan théorique l'analyse sociologique de Boudon et de Bourdieu, Louis Gruel propose d'interpréter l'engagement étudiant comme figure de « l'affranchi » sous un triple sens : absence de crainte de l'avenir matériel, de l'allégeance aux traditions, de la révérence aux autorités.

l y a 40 ans, une rébellion étudiante d'une extraordinaire ampleur bouleversait la société française qui en porte encore les traces profondes, notamment dans l'imaginaire politique et dans les mœurs. Ce n'est pas un hasard si l'évaluation de « l'héritage

de Mai 68 » a été convoquée au cœur de la dernière campagne présidentielle ou encore si chaque nouvel épisode de contestation étudiante suscite chez les uns l'espoir, chez les autres l'inquiétude d'une réitération de la dissidence de la jeunesse.

Pour comprendre les mécanismes et le sens de la

révolte étudiante, il faut tout d'abord se libérer de l'interprétation la plus fréquemment propagée par les commentateurs, c'est-à-dire aussi bien par les éditorialistes de presse que par les chefs d'écoles sociologiques comme Raymond Boudon et Pierre Bourdieu. Ces derniers, quoique diamétralement opposés par leurs options théoriques et leurs affinités politiques, n'en ont pas moins convergé pour prêter aux manifestants une hantise de la dévalorisation des diplômes et surtout pour assimiler les activistes à de jeunes bourgeois inquiets des risques de déclassement. Or cette théorie ne résiste pas à une reconstitution de l'enchaînement des événements et à un examen précis des liaisons statistiques entre variations des effectifs, des diplômes obtenus et des emplois offerts dans les périodes précédant et suivant la rébellion. Pour ne prendre qu'un exemple : il est exact que certains types d'emplois très qualifiés

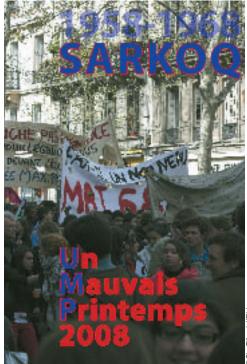
devenaient, à a fin des années 60, moins accessibles aux nouveaux diplômés mais cette difficulté n'était alors ni très fréquente, ni très perceptible, et elle concernait en premier lieu les filières d'accès aux professions libérales, autrement dit celles qui sont restées

> le plus en retrait du mouvement.

En outre, l'appartenance aux classes supérieures n'a joué aucun rôle causal majeur dans les engagements étudiants. Bien sûr, même si l'université s'ouvrait aux classes moyennes et à une frange des classes populaires, elle restait socialement sélective et

l'était plus qu'elle ne l'est aujourd'hui : il n'est donc pas étonnant que les enfants de cadres aient été sur-représentés chez les activistes, dans les états-majors militants. Mais à y regarder de plus près, on observe que dans certaines régions, les cadres de la rébellion avaient une origine beaucoup plus populaire que la plupart des étudiants : cela a été notamment le cas en Bretagne où les leaders étudiants étaient souvent des enfants de petits paysans passés par les écoles chrétiennes.

Pour comprendre le « printemps 68 », il faut aussi relativiser l'importance des propriétés démographiques de la génération concernée. D'une part la croissance – indéniable – des effectifs de l'enseignement supérieur pendant les sixties a été au moins autant la conséquence de la demande sociale croissante d'éducation et de diplômes universitaires qu'un effet du baby boom de l'après-guerre. D'autre part et surtout, les étudiants sont entrés en rébellion moins en tant qu'étudiants confrontés à des problèmes spécifiques de formation, d'obtention de titres, de perspectives d'insertion professionnelle, ou encore de financement des études, qu'en tant que fraction de la jeunesse entretenant, du fait de sa trajectoire et de sa position spécifiques, un rapport particulier avec la



Un air de déjà vu : un pouvoir sourd face à un mécontentement





- Pour aller à l'essentiel, la génération qui est entrée en dissidence doit être moins considérée comme celle des babys boomers que comme celle des affranchis:
  - affranchis pour la plupart de la crainte de l'avenir matériel, à la fois parce que l'horizon social était modelé non par l'anticipation des crises à venir mais par l'expérience de deux décennies de hausse du pouvoir d'achat, d'approche du plein emploi, de reconnaissance économique et culturelle de la valeur des diplômes, et parce que la critique des hiérarchies instituées réduisait la pesanteur des « rangs », atténuait donc le souci de l'élévation et l'inquiétude de la chute;
  - · affranchis de l'allégeance aux traditions, celles-ci étant disqualifiées par la valorisation de la modernité, dégradées par l'impératif social d'adaptation à un monde en mutation accélérée, converties en lourdeurs par le passage d'une société rurale en société à dominante urbaine, un bouleversement sans précédent des lieux d'habitat et des modes de vie ;
  - affranchis de la révérence aux autorités parce que l'expérience des ancêtres tendait à se convertir en habitude obsolète, parce que les adolescents étaient en train de conquérir une légitimité d'avant-garde au moins dans les domaines du style vestimentaire et de la musique populaire, parce qu'un très grand nombre d'étudiants en début de cursus étaient désormais sensiblement plus instruits que leurs parents, mais aussi parce que la « classe des pères » était plus ou moins associée à l'inhumanité des deux guerres mondiales, à l'absurdité d'une course aux armements qui, en période dite de « guerre froide », menaçait de mort l'ensemble de la planète, au cynisme dans le traitement politique et économique des populations qui avaient été soumises à l'assujettissement colonial.

C'est fondamentalement cette émancipation culturelle, au moins aussi sensible dans les établissements d'élite (Louis le Grand, Normale Sup Ulm) que dans les facultés provinciales, qui a été au principe d'une « crise intergénérationnelle de maintenance d'un monde commun », d'une mise en question – presque simultanément – des rapports établis entre les sexes, les classes d'âge, les dirigeants et les exécutants, l'État et la société civile, les normes occidentales et les cultures du Tiers-Monde.

## Le SNESUP et les évènements de 1968

par Jeffrey Tyssens, Professeur d'histoire contemporaine : Vriie Universiteit Brussel

Les origines depuis 1968 du SNESUP sont peu connues. Resituer ce syndicat dans la période 1948-1968 permet de mieux comprendre la parenthèse du « bureau 1968 »

ue le Syndicat National de l'Enseignement Supérieur (SNESUP) ait joué un rôle considérable dans les évènements de mai 68, c'est un fait qui est mentionné avec le personnage d'Alain Geismar, dirigeant du syndicat et figure de proue de la révolte, cela s'explique facilement - mais au-delà de ce constat, l'histoire de ce syndicat est assez

Ses racines remontent à la fin de l'entredeux-guerres. Peu de temps avant la fin de la IIIe République, un petit Syndicat de l'Enseignement Supérieur (SES) se profilait dans la Fédération Générale de l'Enseignement unifiée. Hormis la minorité qui se retrouvait dans le Syndicat Général de l'Éducation Nationale (SGEN), les syndicalistes universitaires de gauche de l'après-guerre se regroupaient majoritairement au sein du successeur du SES, c'est-à-dire dans le Syndicat National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (SNESRS). Celui-ci était affilié à la Fédération de l'Enseignement National (FEN) de la Confédération Général du Travail (CGT). En 1948, le SNESRS suivait la FEN dans l'autonomie après la scission de la CGT. Comme on le sait, la FEN ne pouvait éviter que des tensions montent entre socialistes, communistes et autres radicaux et que des tendances institutionnalisées se mettent en place. À la différence de ce qui se passait dans les autres syndicats de la FEN, ces tendances ne s'institutionnalisaient pas au sein du SNESRS. Cela était surtout la conséquence de la position très forte que les communistes et leurs compagnons de route y occupaient.

Si l'hégémonie des adhérents ou sympathisants du PCF assurait une continuité politique au sein du SNESRS, des divisions corporatives affaiblissaient pourtant sa position dans le courant des années 50. En 1956, les intérêts contraires des enseignants titularisés des facultés avec les chercheurs contractuels du CNRS mènent à une scission du SNESRS : un syndicat de chercheurs scientifiques et un syndicat de bibliothécaires s'érigent à côté d'un nouveau Syndicat National de l'Enseignement Supérieur (SNESUP). Après quelques années, toutefois, les activités du SNESUP reprennent force et vigueur. L'expansion du corps d'assistants et de maîtresassistants favorise ce processus. L'on peut même dire, sans exagération, que le SNESUP devenait le syndicat des assistants par excellence. Les chiffres précis que nous possédons pour l'année 1966 montrent que des 4800 membres du SNESUP, 18 % seulement appartiennent aux cadres A, alors que les assistants



Un chemin de mauvaises intentions



représentent 52 % des adhérents et les maîtres-assistants 30 %.

Jusqu'en 1967, l'activité syndicale menée par le SNESUP avait un caractère que l'on pourrait qualifier, à cette époque, de « CGTiste ». Un discours explicitement antigaulliste

se combinait avec des pratiques réformistes. Certes, les actions des enseignants du supérieur devenaient plus dures pendant les années 60 : les grèves étaient plus fréquentes et plus longues. Mais cela n'empêche que le but essentiel du SNESUP n'allait guère plus loin que le renforcement de sa position de négociation au sein du système

existant. Cela explique « l'innocence » politique du programme du SNESUP d'avant 1967. À côté de ces options syndicales traditionnelles, les revendications qualitatives qui pouvaient mettre en question les structures fondamentales du système universitaire et de la hiérarchie académique n'étaient alors que marginales ou tout simplement inexistantes. Pourtant, une contestation mûrissait à la base du SNESUP, surtout parmi les jeunes enseignants mécontents qui sympathisaient avec la contestation étudiante.

Il faut prendre en compte ici un phénomène générationnel qui marquera les options syndicales et politiques de ce qu'on qualifiera au SNESUP comme le « bureau 68 » Ces militants syndicalistes appartenaient à la même tranche d'âge que les contestataires qui étaient de la « seconde » génération de mai 68. Beaucoup de ces jeunes diplômés que l'on recrutait

comme assistants dans la première moitié des années 60 et qui rejoignaient en grand nombre les syndicats universitaires, avaient milité au sein de l'*Union Nationale des Etudiants de France* (UNEF).

De plus, l'UNEF des années 60 est le cadre

Jusqu'en 1967,

l'activité syndicale

du SNESUP

avait un caractère

« cégétiste ».

d'une analyse plus profonde de la transformation de l'université, analyse qui lie cette transformation aux modifications du capitalisme d'aprèsguerre. La tendance « gauche syndicale », qui aura une influence intellectuelle non négligeable, considère l'université comme l'élément faible du système et veut se servir de

la lutte pour des changements qualitatifs de cette université (participation, réforme pédagogique, etc.) comme base d'une transformation de société plus générale. Cette vision était très loin de celle de l'approche des syndicats à prédominance communiste de ces années. Les analyses et les options stratégiques des étudiants-syndicalistes de l'UNEF étaient, au moins, assez similaires à celles du « bureau 68 » du SNESUP.

L'opposition à l'influence communiste au sein du SNESUP se cristallise dans une

L'engagement du SNESUP dans la lutte anti-impérialiste

alliance dite « gauchiste » autour d'Alain Geismar et réussit à conquérir le bureau du SNESUP pendant le congrès de 1967. Le SNESUP est pratiquement le seul syndicat où une alliance « gauchiste » dépasse les tendances plus traditionnelles. Il est tout à fait clair que ce bureau dirigé par Geismar était surtout soutenu par les assistants et les maîtres-assistants, mais il faut se garder toutefois d'une interprétation trop déterministe de ce petit tremblement de terre syndical. En effet, la tendance procommuniste recrutait



des militants au sein de ces mêmes catégories. Il est incontestable, dès lors, que des contingences purement politiques avaient leur influence. La loyauté au PCF empêchait quantité d'assistants ou de maîtres-assistants de rejoindre leurs collègues « gauchistes » ou dissidents dans la contestation des structures universitaires, même si leurs intérêts objectifs étaient identiques.

La coalition « gauchiste » favorisait une action nettement plus politique et s'appliquait à une rupture avec la hiérarchie universitaire en tant que telle, plutôt qu'à défendre les traditionnelles revendications matérielles des anciennes majorités du SNESUP. A cette époque, la contestation des structures de l'université se traduisait de la façon la plus symbolique dans le projet de remplacer les anciens cadres A et B par un cadre unique. A la veille de la révolte de mai 68, le SNESUP était donc profondément divisé. Le « bureau 68 » étant opposé à la vigoureuse Action syndicale, tendance majoritairement communiste, proche d'Unité et Action, sans pour autant être une copie conforme de cette dernière. Action syndicale ferait tout pour reprendre son ancien bastion, finalement avec succès.

Ainsi, si les événements de 68 affectent à

peine la Fédération des Syndicats autonomes, les choses sont toutes différentes pour le SNESUP, comme pour le SGEN par ailleurs... Dans les deux cas, les équipes dirigeantes de 1968 finirent par être éliminées. Au sein du SNESUP, les comptes seront réglés presque immédiatement : la reprise du bureau par

Au début des événements de mai, le « bureau 68 » avait immédiatement rejoint le mouvement étudiant en publiant une motion appelant à la grève générale

dans les facultés

Action syndicale a lieu dès 1969. Pourquoi ? Au début des événements de mai, le « bureau 68 » avait immédiatement rejoint le mouvement étudiant en publiant une motion appelant à la grève générale dans les facultés. Il est bien connu qu'Alain Geismar, le secrétaire général du SNESUP, est devenu un des visages de la révolte de mai. Mais bien

vite, des divergences internes affaiblirent l'équipe « gauchiste ». L'option en faveur d'une action politique du SNESUP posait inévitablement la question de la nature fondamentale de la révolte de mai et du rôle possible d'un syndicat, fut-ce un syndicat transformé. Est-ce qu'on était à la veille d'une véritable révolution? Les événements de mai sont-ils une occasion rêvée mais non décisive pour une transformation de l'université sous l'impulsion du syndicat notamment?

Les discussions idéologiques, qui suivaient plus ou moins les divergences entre les groupuscules de l'extrême gauche, sapaient l'unité du « bureau 68 ». La résignation de Geismar, le 27 mai, comme secrétaire général en faveur de Bernard Herszberg n'était que le premier signe de ce processus. Au congrès de 1969, les diverses fractions « gauchistes » présentent des listes séparées et se trouvent finalement minoritaires devant la mobilisation bien organisée en faveur de la liste d'Action syndicale. Si l'atmosphère au sein du SNESUP reste très conflictuelle dans les années qui suivirent, la tendance procommuniste amorce néanmoins un processus de normalisation et réintroduit une stratégie de négociation au sein du système existant.

### Mon **3 mai 68**

nar Guy Odent, secrétaire général adjoint du SNESUP en mai 1968

Il est généralement admis que les conditions de l'évacuation par la police le 3 Mai des étudiants réunis en meeting dans la cour de la Sorbonne sont l'élément déclencheur des évènements de Mai. En première ligne, Guy Odent livre son témoignage.

e 3 mai 68, j'étais secrétaire général adjoint du SNESUP. Avec E.M. Laperoussaz je représentais la minorité de la commission administrative (CA) et du bureau national. Cette minorité était issue de la liste qui s'était présentée en opposition à celle conduite par Alain Geismar lors du dernier congrès du syndicat. À la direction nationale j'étais particulièrement chargé des problèmes de carrière, des problèmes budgétaires de l'enseignement supérieur et de l'animation de la région Ile de France. J'étais maître-assistant au « Laboratoire de chimie minérale de la Sorbonne » et je rédigeais mon second sujet de thèse.

Le 3 mai à midi, je quitte mon labo. L'effervescence était visible dans la cour. Cela était la conséquence de la situation générale (lutte contre la guerre du Vietnam...) et des conditions d'enseignement délabrées, épouvantables, au sein de la faculté de lettres. La cour est calme, aucun tract n'est distribué. Je

me rends au siège du SNESUP, rue Monsieur le Prince, je remets à la secrétaire une lettre à taper pour le Directeur général de l'enseignement supérieur que je relis et signe vers 13 h 40. Je retourne à la Sorbonne, il est à peine 14 heures, et là, stupéfaction! La Sorbonne est cernée de policiers casqués. Je rentre à mon labo et j'appelle le SNESUP. Je décris la situation à la secrétaire et lui demande de prévenir Alain Geismar qui se trouve à Nanterre. Je me rends à nouveau dans la cour de la Sorbonne. En chemin je rencontre plusieurs camarades de la faculté des lettres qui me demandent ce qui se passe, je ne peux leur répondre, sinon qu'un meeting étudiant est prévu et que nous nous retrouvons à 17 heures à la réunion de la section Sorbonne-lettres prévue. Ils arrivent du métro Luxembourg, aucun ne mentionne de rassemblement « d'ordre nouveau » place Edmond Rostand, prétexte qui servira plus tard pour justifier l'intervention de la police.



La cour de la Sorbonne est assez remplie, mais calme. Guy Bois et E.M. Laperrousaz sortent avec moi dans la cour où se trouvent quelques autres enseignants et deux ou trois

personnels de l'administration.

Le « meeting étudiant » commence. Je prends la parole. J'indique que Geismar est à Nanterre pour discuter avec les enseignants, demander la réouverture de la faculté, la mise en place d'un forum de discussion avec les étudiants et une audience au doyen Grappin. J'indique que nous réprouvons la décision de faire comparaître le 6 mai huit étudiants nanterrois devant le Conseil de l'université (conseil de discipline), et que nous demandons à des professeurs de Nanterre de les accompagner pour les défendre. Je les informe que notre section syndicale doit se réunir à 17 heures pour décider des actions à entreprendre.

Nous demandons une audience au recteur. Celui-ci est absent, mais son secrétaire général Bartoli nous reçoit. Nous lui demandons le retrait de la police ressentie comme une provocation et contraire aux franchises universitaires. Nous indiquons que le calme règne dans la cour de la Sorbonne et dans les accès à la bibliothèque. Monsieur Bartoli nous prie de nous approcher des fenêtres donnant sur la rue des Ecoles et dit : « Il est trop tard, nous ne pouvons rien faire, regardez dans la rue », nous voyons des policiers en tenues kaki, casqués et tenant des boucliers. « Au revoir Messieurs, allez retrouvez vos amis et expliquez leur la situation. »(2) (3)

Presque immédiatement l'évacuation de la cour commence, toujours dans un très grand calme. Enseignants et personnels nous nous regroupons près des portes d'entrée à la bibliothèque et aux amphithéâtres. Deux policiers en civil s'approchent de moi et me demandent mes papiers, je leur montre ma carte de fonctionnaire : « Excusez-nous, nous croyions que vous étiez étudiant ».

La cour de la Sorbonne étant évacuée, Guy Bois et moi-même invitons les enseignants présents à se réunir pour discuter de la situation. Au SNESUP, une réunion de secrétariat est prévue à 19 heures. Tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut dénoncer l'intervention de la police, demander la libération des étudiants, faut-il aller au-delà ? Les avis sont partagés. Je dis que je transmettrai toutes les remarques au secrétariat du SNESUP.

La réunion du secrétariat fut longue : Geismar expliqua sa visite à Nanterre, Laperrousaz et moi-même rendirent compte de notre après-midi imprévue. La réunion devient tumultueuse au moment de tirer les conséquences. Vers 22 heures, et non le lendemain comme l'écrivirent plusieurs auteurs sur mai 68, le communiqué suivant fut arrêté et diffusé : « Le bureau national du SNESUP, solidaire des étudiants, appelle les membres de l'enseignement supérieur à



la grève générale dans toutes les universités ». Sans l'intervention de la police le 3 mai, la suite des événements se serait-elle passée autrement ? Nul ne le sait, mais il est certain que la situation ne serait pas restée en l'état, la tension était trop grande. Comme l'avait dit E.-M. Laperrousaz lors d'une audience auprès du directeur général de l'enseignement supérieur : « La cocotte était sous pression et si on n'y porte pas remède, le couvercle peut éclater à tout moment ».

<sup>(1)</sup> Cf. Alain Geismar, Mon mai 68, Perrin 2008

<sup>(2)</sup> En septembre 1968, je rencontrais à nouveau M. Bartoli au cours d'une audience. À la fin il me dit « en mai, c'est vous qui aviez raison, mais ce n'était pas nous qui avions pris l'initiative d'appeler la police, cela venait d'en haut ».

<sup>(3)</sup> depuis, il m'a indiqué que M. Bartoli était intervenu auprès du recteur pour qu'il ne soit pas fait appel à la police car le calme régnait dans la Sorbonne, y compris dans la cour, que les étudiants ne cassèrent rien.